



Manifestation nationale à Paris le 22 octobre 2009

Pour le développement industriel et de l'emploi

Grâce aux mobilisations massives interprofessionnelles et unitaires, aux luttes médiatisées ou non dans les entreprises, des succès ont été obtenus pour le maintien des emplois, la pérennité des sites. D'autres actions se développent pour l'emploi, pour exiger des alternatives porteuses d'avenir pour les salariés de l'industrie.

Comme à SBFM, Sonas, Wagon Automotive, Faurécia, Mollex, Good-Year, Owens-Illinois, Continental et bien d'autres encore, nombreux sont les salarié(e)s avec leurs élus, porteurs de propositions constructives pour le maintien de l'emploi et l'activité de leur entreprise.

Elles et ils font la démonstration que la désindustrialisation actuelle n'est pas une fatalité, dans un contexte où les responsables de la crise veulent faire payer la facture aux seuls salariés et retraités du pays !

Partout monte l'exigence revendicative d'une rupture avec les logiques de rentabilité financière, répondant aux seules exigences des actionnaires et des marchés financiers.

Oui les dégâts économiques et sociaux se sont aggravés, ce qui rend plus urgentes les réponses alternatives aux choix patronaux et gouvernementaux actuels en matière d'emploi, de salaires et de lutte contre les inégalités.

Tous les voyants sont au rouge :

- les licenciements économiques ont progressé de 60 % en un an ;
- 600 000 jeunes entrent sur le marché du travail ;
- le chômage augmente ;
- l'emploi industriel (chute de 15 %).

Dans le même temps, les entreprises, notamment les grands groupes non financiers du CAC 40, ont engrangé à eux seuls 35 milliards d'euros de bénéfices lors du premier semestre 2009, et les banques ont perçu plus de 90 milliards d'euros d'aides publiques sans aucune contrepartie comme, celle de renoncer à la spéculation, ou prêter plus facilement, ou réduire leurs taux d'intérêt.

Oui ! Les actionnaires et dirigeants des entreprises profitent de la crise pour se « restructurer » à bon compte et détruire des centaines de milliers d'emplois.

Pour la CGT il est urgent d'arrêter l'hémorragie, de développer l'emploi, renforcer les droits pour les salariés et augmenter les salaires.

Il n'y a pas d'économie développée sans un socle industriel solide et des garanties collectives de haut niveau !

Il y a urgence à répondre aux attentes légitimes des salariés et des retraités du pays. Il y a urgence de répondre aux revendications de la CGT sur la mise en place d'une Sécurité sociale professionnelle avec maintien du salaire jusqu'à obtention d'un nouvel emploi ainsi que la revalorisation immédiate des salaires et des pensions.

Les mobilisations et initiatives multiples menées dans les entreprises contraignent le Président de la République à créer un fond social, à légiférer sur la rémunération minimale du chômage partiel et à annoncer la tenue d'états généraux de l'industrie.

Le patronat est aussi contraint d'ouvrir une réflexion sur l'avenir de l'Industrie en France, alors même qu'il continue les annonces de « restructurations » et de licenciements chaque jour, dans l'ensemble des activités et des régions.

Ces reculs, même s'ils ne répondent pas totalement aux attentes et revendications, prouvent que la mobilisation peut ouvrir des discussions intégrant les propositions et alternatives portées par les salariés et les retraités.

Pour la CGT, il y a urgence d'avoir une politique industrielle pour pérenniser et développer l'Industrie en France en s'appuyant sur :

- une impulsion de la demande intérieure par une hausse des salaires, des pensions de retraite et des minima sociaux ;
- une politique d'investissements productifs, de recherche, de formations qualifiantes.

- Pour cela, la CGT fait des propositions :
- attribuer aux CE un droit suspensif des plans de licenciement et restructuration, avec une période permettant d'élaborer et d'examiner des solutions alternatives ;
 - imposer un contrôle des aides publiques aux entreprises, avec des critères d'investissements productifs et sociaux vers l'Emploi, les salaires, la formation, la recherche et l'innovation ;
 - augmenter les salaires, avec un gel des dividendes pour les actionnaires ;
 - indemniser le chômage partiel à 100% et le reconnaître comme journées de travail ;
 - légiférer pour la création de comités interentreprises pour les entreprises sous-traitantes et les donneurs d'ordre.
 - permettre une représentation des salariés dans les conseils de surveillance ou d'administration.
 - supprimer la loi TEPA sur les heures supplémentaires et ouvrir des négociations sur une réduction du temps de travail pour tous.
 - embaucher en CDI les jeunes au regard des départs massifs de salariés à la retraite.
 - prendre en compte les travaux pénibles pour des départs anticipés.
 - relancer une politique de recherche et de formation conséquente pour une réindustrialisation des territoires, en lien avec les écoles et les universités.
 - créer un pôle public de financement pour le développement des entreprises, avec un accès au crédit en particulier des PME.

Plus que jamais l'heure est à la mobilisation des salariés ! Le jeudi 22 octobre, manifestons ensemble à Paris.

Horaires et lieux des départs en cars pour la manifestation :

- **Bourges, place Séraucourt à 6 h 45**
- **Vierzon, péage autoroutier à 7 h 30**
- **Départ de Paris pour le retour à 17 h 00**
- **Retour à Bourges, place Séraucourt à 21 h 25 (arrêt préalable à Vierzon)**

Bulletin de contact et de syndicalisation

NOM et prénom :

Adresse :

Age : Profession :

Entreprise :

Sinon préciser : demandeur d'emploi ou retraité (1)

Je souhaite : prendre contact me syndiquer (1) (1) Cocher les cases correspondantes.

Bulletin à renvoyer à l'Union départementale CGT du Cher, 8, place Malus 18000 BOURGES

Tel : 02 48 21 24 79 Courriel cgt.ud.cher@wanadoo.fr Web : www.ud18.cgt.fr